

Le mot de la fin



DELPHINE JOUANDEAU

Rendez-nous la monarchie !

par Bill Bonner

Un monarque éclairé est un trésor

Les Français ont dû être jaloux quand William a épousé Kate. Il reste un peu de respect pour les représentants de la famille royale en Grande-Bretagne – quand les gens pensent qu'ils en sont dignes. Un bon roi ou une bonne reine est un trésor. Sans élections à assurer, un bon monarque peut concentrer l'attention du pays sur des objectifs à long terme... et sur des sujets qui dépassent de loin la politique. La démocratie est une affaire sordide, alimentée par les foules. L'humanité dans son ensemble n'est ni intelligente ni bête, ni bonne ni méchante, mais elle se laisse facilement influencer. Lorsqu'elle pense pouvoir s'attribuer l'argent de quelqu'un d'autre, elle se précipite vers les urnes comme vers un camion de bière renversé. Au cours du siècle et demi qui s'est écoulé depuis l'invention de la démocratie moderne et de l'État providence, les politiciens ont appris à truquer le système.

Ils promettent de plus en plus de « bénéfiques » aux électeurs. Administrer un gouvernement coûte de l'argent, beaucoup d'argent. Au mieux, les dirigeants ne peuvent restituer qu'une portion des recettes fiscales perçues. Mais, à mesure que les États providence ont mûri, de plus en plus de gens ont trouvé des moyens d'en extraire de plus en plus. Places de parking réservées, crédits d'impôts... jusqu'aux contrats militaires... Les « bénéfiques » ont dépassé de loin ce que le public peut se permettre. Vous, Cher Lecteur, savez mieux que quiconque ce qui se passe vraiment. À mesure qu'une démocratie moderne se développe, elle passe des gens qui fabriquent aux gens qui prennent. La richesse et le pouvoir sont progressivement transférés de ceux qui les gagnent vers ceux qui utilisent le système pour les réquisitionner. En d'autres termes, les zombies prennent le pouvoir. Évidemment, plus les zombies prennent, moins les entrepreneurs veulent en faire. Arthur Laffer a expliqué cela à Reagan il y a trente ans. On appelait cela la courbe de Laffer. Elle expliquait pourquoi on peut parfois réduire les taux d'imposition et augmenter les recettes fiscales ; et, par contraste, on peut parfois aussi augmenter les taux d'imposition et réduire les recettes fiscales.

Les dirigeants modernes et éclairés tentent donc de trouver le taux d'imposition optimal. Le problème, c'est que la *vox populi* hurle pour en avoir toujours plus. Le peuple veut plus de réglementation, plus de protection, plus de coussins de sécurité, plus de pain et plus de jeux. Il veut aussi ce qui dépasse de loin l'argent : le statut, les privilèges, la reconnaissance et la vengeance. Il veut voir ses ennemis punis, ses arguments prouvés et ses modes, préjugés et dieux imposés à tous.

Le nombre d'employés gouvernementaux augmente. Il en va de même pour le nombre d'employés du secteur privé, qui font un travail soit exigé par les classes gouvernantes... soit rendu profitable à cause d'elles. Les fiscalistes, par exemple, n'auraient pas de revenus sans les complications du système fiscal. Et, tout naturellement, ils sont pour de nouvelles complications.

Des secteurs tout entiers sont pervertis et corrompus. Le Pentagone a récemment révélé un programme dans lequel des colis de billets de 100 \$ étaient envoyés en Irak. Au total, 12 Mds\$ ont été chargés sur 21 vols, transportés par de gigantesques Hercules C-130. Où est passé l'argent ? Personne ne le sait. Mais un inspecteur général affecté à la reconstruction de l'Irak déclare que 6,6 Mds\$ ont été probablement dérobés – le plus grand vol de fonds de l'histoire nationale.

Plus considérable encore que l'envolée des dépenses gouvernementales pures est la croissance du parasitisme privé – encouragé et favorisé par les classes dirigeantes. Nulle part ce complot entreprises/gouvernement n'est plus dégénéré qu'au cœur du capitalisme lui-même : le secteur financier. Les grandes banques sont devenues des services publics – lourdement

réglementés et chouchoutés par les autorités. Lorsque les banquiers font des erreurs, les autorités se ruent à leur secours avec de l'argent public. Et lorsque les banquiers gagnent de l'argent, ils l'empochent... et en renvoient une partie à Washington sous forme de contributions politiques. Bien entendu, ce pourrait être pis. Il suffit de lire l'histoire de la Révolution française, de la Révolution bolchevique ou de la révolution de Cromwell. Dans chaque cas, le roi a été tué. Ce qui a suivi était épouvantable et répugnant.

L'avantage d'un bon monarque, c'est qu'il peut se fixer des objectifs et des principes qui dépassent la prochaine élection. C'est ce qui pourrait rendre un monarque particulièrement utile en ce moment. À mesure que le xx^e siècle progressait, les États providence modernes se sont aperçus qu'ils avaient atteint le point où extraire plus de sang de leurs contribuables pesait sur la croissance et réduisait les recettes fiscales. Plus les zombies pressaient, moins ils obtenaient de sang. Ils se sont donc employés à vider ceux qui n'étaient pas encore nés. L'avenir ne vote pas... À partir de 1980, lorsque Dick Cheney proclama que « *les déficits n'ont pas d'importance* », les ratios dette/PIB grimpèrent régulièrement dans quasiment tous les pays développés. Ces dix dernières années, ils ont explosé. Mais comment des politiciens élus peuvent-ils renverser la vapeur... lorsque la foule hurle à l'argent ? Peut-être qu'un roi intelligent pourrait être utile.



WIKIMEDIA COMMONS

Les Orléans passaient pour économes. Louis-Philippe s'était toujours soucié d'une sage économie domestique